



Assemblée générale

Distr. générale
18 janvier 2012
Français
Original : anglais

Soixante-sixième session

Point 115 j) de l'ordre du jour

Nominations aux sièges devenus vacants

dans les organes subsidiaires et autres

nominations : nomination des juges

du Tribunal d'appel des Nations Unies

Nomination de trois juges au Tribunal d'appel des Nations Unies

Mémorandum du Secrétaire général

I. Introduction

1. Par sa résolution 62/228, intitulée « Administration de la justice à l'Organisation des Nations Unies », l'Assemblée générale a décidé, entre autres, d'instituer une procédure formelle d'administration de la justice comportant un double degré, soit une instance du premier degré, appelée Tribunal du contentieux administratif des Nations Unies, et une instance d'appel, appelée Tribunal d'appel des Nations Unies.
2. Par la même résolution, l'Assemblée a également décidé qu'elle nommerait les juges du Tribunal du contentieux administratif et du Tribunal d'appel, sur recommandation du Conseil de justice interne.
3. Dans sa résolution 63/253, l'Assemblée générale a adopté les statuts du Tribunal du contentieux administratif et du Tribunal d'appel. Les deux instances ont commencé leurs travaux le 1^{er} juillet 2009.
4. Par sa décision 63/418 du 2 mars 2009 et sur la recommandation du Conseil de justice interne (voir A/63/489), l'Assemblée générale a nommé les personnes ci-après juges du Tribunal d'appel : Sophia Adinyira (Ghana), Rose Boyko (Canada), Jean Courtial (France), Kamaljit Singh Garewal (Inde), Mark P. Painter (États-Unis d'Amérique), Luis María Simón (Uruguay) et Inés Weinberg de Roca (Argentine).
5. Par sa décision 65/414 du 28 janvier 2011, l'Assemblée générale a nommé également Mary Faherty (Irlande) par suite de la démission de la juge Boyko, qui a pris effet le 15 janvier 2011.



6. Aux termes du paragraphe 4 de l'article 3 du statut du Tribunal d'appel (résolution 63/253 de l'Assemblée générale, annexe II), « [les] juges sont nommés pour un mandat non renouvelable de sept ans. À titre transitoire, trois des premiers juges, désignés par tirage au sort, sont nommés pour un mandat de trois ans à l'issue duquel ils peuvent à nouveau être nommés au Tribunal d'appel pour un mandat non renouvelable de sept ans ». À l'issue d'un tirage au sort, quatre juges du Tribunal d'appel ont été nommés pour un mandat de sept ans et trois autres pour un mandat de trois ans.

7. Ainsi, les juges Jean Courtial, Kamaljit Singh Garewal et Mark P. Painter ont été nommés pour trois ans. Leur mandat, qui a commencé le 1^{er} juillet 2009, devrait donc arriver à expiration le 30 juin 2012.

8. L'Assemblée générale doit donc nommer, à sa soixante-sixième session, trois juges du Tribunal d'appel. Conformément au paragraphe 4 de l'article 3 du statut, le mandat de ces juges sera de sept ans et prendra effet le 1^{er} juillet 2012.

9. Le Secrétaire général fait observer que l'Assemblée générale doit également, au titre du point 115 i) de l'ordre du jour, se pencher sur la nomination des juges du Tribunal du contentieux administratif pendant la session en cours. Il constate que le Conseil de justice interne a parfois recommandé les mêmes candidats pour pourvoir les sièges au Tribunal d'appel et au Tribunal du contentieux administratif (voir A/66/664). Sachant que le Tribunal d'appel est une instance plus élevée que le Tribunal du contentieux et que ses juges doivent être plus hautement qualifiés (les juges du Tribunal d'appel doivent justifier d'au moins 15 années d'expérience judiciaire pertinente, contre 10 seulement pour les juges du Tribunal du contentieux), le Secrétaire général propose que l'Assemblée s'intéresse d'abord à la nomination des juges du Tribunal d'appel, puis à celle des juges du Tribunal du contentieux.

10. En conséquence, le Secrétaire général propose de publier, après que l'Assemblée générale aura nommé les juges du Tribunal d'appel, un mémorandum relatif à la nomination des juges siégeant à plein temps, à mi-temps ou en qualité de juge *ad litem* au Tribunal du contentieux. Il propose également que la date de l'élection des juges du Tribunal du contentieux soit annoncée par la suite.

II. Recommandations du Conseil de justice interne

11. Dans le rapport qu'il a présenté à l'Assemblée générale à sa soixante-sixième session (A/66/664), le Conseil de justice interne a recommandé les noms de six candidats aux sièges de juge du Tribunal d'appel. Il a examiné les dossiers de candidature en juillet et en août 2011 et reçu en entretien les candidats retenus en septembre. Avant les entretiens, les personnes citées en référence ont été contactées et deux lettres de référence ont été obtenues pour chaque candidat. Les qualités rédactionnelles et les capacités de raisonnement des candidats ont été évaluées à l'occasion d'un examen de deux heures, à la suite duquel ceux-ci ont passé un entretien qui a duré entre 30 et 45 minutes. Avec l'autorisation des candidats, le Conseil s'est ensuite mis en rapport avec l'ordre national des avocats auquel ils sont inscrits et avec l'Association internationale du barreau pour que ceux-ci confirment leur intégrité.

12. Les candidats dont le Conseil recommande la nomination au Tribunal d'appel sont les suivants :

Rosalyn M. Chapman (États-Unis d'Amérique)

Moses Chinhengo (Zimbabwe)

Jean Courtial (France)

Alessandra Greceanu (Roumanie)

Vagn Prusse Joensen (Danemark)

Richard Lussick (Samoa)

13. Le curriculum vitæ des candidats figure en annexe au rapport du Conseil de justice interne susmentionné.

III. Procédure à suivre à l'Assemblée générale

14. La nomination des juges du Tribunal d'appel se fera conformément aux textes suivants :

- a) Le statut du Tribunal d'appel;
- b) Le Règlement intérieur de l'Assemblée générale;
- c) Les recommandations formulées par le Conseil de justice interne dans son rapport à l'Assemblée générale (A/66/664).

15. La nomination des juges est régie par l'article 3 du statut du Tribunal d'appel, qui dispose ce qui suit :

« 2. Les juges sont nommés par l'Assemblée générale sur la recommandation du Conseil de justice interne conformément à la résolution 62/228 de l'Assemblée. Ils sont tous de nationalité différente et sont nommés eu égard aux principes de la répartition géographique et de l'équilibre entre les effectifs des deux sexes.

3. Pour pouvoir être nommé juge, il faut :

- a) Jouir de la plus haute considération morale; et
- b) Justifier d'au moins 15 années d'expérience judiciaire en droit administratif, ou d'une expérience équivalente acquise dans une ou plusieurs juridictions nationales.

4. Les juges sont nommés pour un mandat non renouvelable de sept ans. À titre transitoire, trois des premiers juges, désignés par tirage au sort, sont nommés pour un mandat de trois ans à l'issue duquel ils peuvent à nouveau être nommés au Tribunal d'appel pour un mandat non renouvelable de sept ans. Tout juge ou ancien juge du Tribunal du contentieux administratif ne peut siéger au Tribunal d'appel. »

16. Il est proposé que l'Assemblée générale élise les juges du Tribunal d'appel, en tenant compte du paragraphe 58 de sa résolution 63/253, dans laquelle elle a invité « les États Membres à tenir dûment compte de la répartition géographique et de l'équilibre entre les sexes lorsqu'ils élisent des juges au Tribunal du contentieux

administratif et au Tribunal d'appel ». Seuls sont éligibles les candidats dont le nom figure sur les bulletins de vote. Les électeurs de l'Assemblée générale indiqueront les candidats pour lesquels ils votent en marquant leur nom d'une croix sur le bulletin de vote. Chaque électeur peut voter pour trois candidats au plus.

17. Les candidats ayant recueilli le plus grand nombre de voix et la majorité des voix des membres présents et votants à l'Assemblée générale seront considérés élus et donc nommés juge au Tribunal d'appel par l'Assemblée.

18. Les élections se dérouleront conformément au Règlement intérieur jusqu'à ce que le nombre de candidats requis pour pourvoir les sièges au Tribunal d'appel ait été obtenu, à l'issue d'un ou de plusieurs tours de scrutin et à la majorité des membres présents et votants.
